

Position Paper
Le Crédit d'Impôt Recherche

**Un moteur d'innovation
à l'heure de la réindustrialisation**

Mars 2024



SOMMAIRE

I	Introduction	2
II	Les nombreux bienfaits du Crédit d'Impôt Recherche sur l'investissement et la compétitivité en France :	3
	• Favoriser un écosystème vertueux propice à l'innovation	3
	• Accélérer la dynamique de R&D en France	3
	• Réduire les écarts de coûts salariaux	3
	• Retenir efficacement les compétences & les talents	4
	• Favoriser la stabilité fiscale & maintenir la confiance des investisseurs	4
III	Points de vigilance & Conclusion	5

Introduction

La « course à la réindustrialisation » portée par le Président Macron depuis 2017 a permis le déblocage d'investissements massifs dans des secteurs stratégiques *via* les plans France relance / France 2030 et la loi Industrie Verte. Nous le savons aujourd'hui, **la reconquête de la souveraineté industrielle de la France dépendra étroitement de sa capacité à dynamiser son écosystème d'innovation ainsi que de la performance de ses centres de R&D**, pour faire émerger les technologies de demain.

Alors que la Chine est passée d'une économie de "l'imitation" à une économie d'innovation, la France continue d'accuser un retard dans l'anticipation et la maîtrise des grandes révolutions technologiques (hydrogène vert, recyclage biologique, acier bas carbone...) ainsi que dans le nombre de dépôts de brevets internationaux. Depuis les années 2000, la part du PIB français consacrée à la recherche et au développement n'a pas dépassé la barre des 2.3 %, alors que cette part atteint les 3.46 % aux Etats-Unis ou les 4.9 % en Corée du Sud.¹

En France, les acteurs économiques ne pourront pas faire "cavaliers seuls" dans cette course mondiale à l'innovation. Parmi les dispositifs d'incitation, **le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) fait figure de « vitrine » pour la France en étant globalement perçu par les maisons-mères américaines comme un atout de poids pour l'attractivité du pays.**

Dédié à l'innovation et à la recherche sous toutes ses formes (fondamentale, appliquée, expérimentale), **le CIR a bénéficié à 27 000 entreprises ces dernières années.** Consolidé au fil des gouvernements successifs, **le dispositif incarne aujourd'hui un repère fort et un gage de stabilité fiscale**, à rebours de l'image traditionnelle de la France auprès des investisseurs étrangers.

Alors que le CIR fêtait récemment ses 40 ans, l'AmCham France, soucieuse de promouvoir l'attractivité de la France et de fédérer les acteurs publics et privés autour de cet objectif, publie ce *Position Paper* invitant le gouvernement à préserver coûte que coûte ce dispositif.

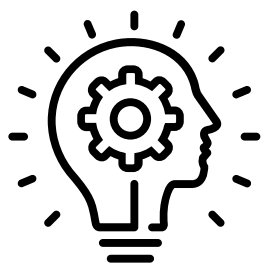


Les nombreux bienfaits du CIR sur l'investissement et la compétitivité en France:

Favoriser un écosystème vertueux propice à l'innovation

En plein sursaut pour la réindustrialisation du pays, **le CIR est garant d'un écosystème vertueux** reposant sur une industrie forte, elle-même nourrie et soutenue par une recherche forte (et *vice-versa*). Pour être innovant, un procédé industriel a intrinsèquement besoin de la proximité immédiate d'une chaîne industrielle, notamment pour tester ses prototypes.

Forte de cet écosystème et à l'épreuve de la crise du Covid, l'Allemagne a par exemple pu rapidement mettre sur le marché ses vaccins BioNTech. Ayant fait des choix différents, la France n'a quant à elle pas pu retenir certains de ses meilleurs talents, partis à l'étranger, notamment aux Etats-Unis (le patron de Moderna, Stéphane Bancel, est français).



Une contribution au rééquilibrage de la balance commerciale au travers des innovations cliniques

A l'heure du « réarmement » médical de la France et du **rééquilibrage de sa balance commerciale**,² le CIR permet de multiplier les essais cliniques alors que le secteur du médicament demeure le 4ème contributeur de la balance commerciale française. En 2019, 225 industriels pharmaceutiques ont investi 4,5 € milliards en R&D en France, dont 57 % en essais cliniques.

2. LEEM, Enquête 2020 « Attractivité de la France pour la recherche clinique ».

3. Association Nationale Recherche et Technologie - Innovation et Compétitivité.

4. Rapport du 21 juillet 2021 du Groupe de travail sur l'impact économique du CIR de la commission des finances de l'Assemblée Nationale

Accélérer la dynamique de R&D partout sur le territoire

Le maintien du CIR apparaît indispensable pour **permettre à la France d'assurer sa place de leader en matière de R&D** en Europe. Talonnée par l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie ou l'Espagne qui renforcent leurs mécanismes d'incitation, la France doit prendre la mesure de l'importance d'un **CIR français compétitif**. Néanmoins, si avec ses plafonds et ses taux attractifs le CIR permet d'optimiser le montant du bénéfice financier, plusieurs régimes étrangers s'avèrent plus sécurisés, permettant par exemple une validation en amont des créances, sans les aléas dûs aux procédures françaises de contrôle à posteriori.

Réduire les écarts de coûts salariaux

L'AmCham insiste également sur le fait que le CIR est un outil essentiel permettant à la France d'être compétitive en terme de **coûts salariaux des chercheurs en Europe**. Alors que le coût du travail en France est l'un des plus élevés de l'Union Européenne (coût élevé des charges sociales), le CIR est un atout essentiel pour contrebalancer cet écart.

Ainsi, chaque année l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) rappelle dans ses *benchmarks* que **sans le CIR, la France serait le 2ème pays le plus onéreux du monde en matière de R&D**, étant précisé qu'un ingénieur coûte en moyenne 25 % plus cher pour l'employeur français que pour son³ homologue allemand.

Avec un taux d'imposition sur les sociétés de 25 %, désormais dans la moyenne internationale, **le CIR renforce également la compétitivité fiscale de la France** en réduisant de 5 à 15 points le taux implicite de l'impôt sur les sociétés (IS).⁴

Retenir efficacement les compétences et les talents

Dans un contexte de “guerre des talents” et de tensions importantes sur le marché du travail, l’AmCham souligne que le CIR contribue efficacement à **ralentir la délocalisation des cerveaux**. Elle recommande d’augmenter massivement les débouchés à la sortie des écoles vers les métiers en tension afin d’inciter les talents à mettre leurs compétences au service de la France, et ce sur le long terme.

En attirant des talents, le CIR permet également de **développer des centres d’excellence et de décisions**. Le cas médiatique de Yann Le Cun (pionnier des réseaux de neurones artificiels) en constitue un parfait exemple, ainsi que les cas mis en avant par le recensement annuel des “innovations qui n’auraient pas vu le jour en France sans le CIR” effectué par l’Association Nationale de la Recherche et de la Technologie.⁵



Favoriser la stabilité fiscale et maintenir la confiance des investisseurs

La stabilité de l’enveloppe allouée au CIR durant les deux mandats du Président Macron constitue un **gage de la promesse de stabilité fiscale** faite aux entreprises. Alors que la taxe ‘dite’ à 75 % avait eu un impact négatif sur l’attractivité de la France,⁶ et bien au-delà de la portée matérielle de cette mesure controversée, la stabilité du CIR apparaît désormais comme **le marqueur d’un changement emblématique de la politique d’attractivité de la France**. Sa portée psychologique semble également dépasser sa portée matérielle immédiate – dans un sens favorable, cette fois.

A cet égard, la suppression récente de la double assiette pour les délégations de services et la réduction du taux d’amortissement éligible ont fortement alerté les entreprises sur l’engagement du gouvernement vis-à-vis de la “sanctuarisation”.

A noter: Le *Baromètre EY 2023 de l’attractivité de la France* rappelle que selon les investisseurs étrangers, la priorité du gouvernement en matière fiscale doit être le renforcement du CIR, dispositif parmi les plus efficaces en Europe pour soutenir l’innovation.

En plus d’être un instrument de compétitivité fiscale, le CIR est perçu comme **un marqueur du positionnement de la France en faveur de la R&D et les activités innovantes**. En restant relativement stable depuis 10 ans (entre 6 et 7 € milliards par an), **le CIR est clairement, dans sa forme actuelle, un des plus puissants arguments de la France en matière d’attractivité**.

5. Cf. Etude ANRT juillet 2022 avec le concours de France Industrie

6. Les Echos « Chronologie de la taxe à 75 % sur les très hauts revenus avant sa disparition »

Points de vigilance

En raison du risque de requalification en aides d'État (ce que prévient un CIR "généraliste") **l'AmCham n'est pas favorable au fléchage du CIR vers des secteurs prioritaires, ni à son "verdissement", lequel impliquerait une forte réduction des activités éligibles.** Les critères d'innovation définis par le *Manuel de Frascati*⁷ semblent suffisamment restrictifs pour conduire le CIR à se porter vers des secteurs innovants dont la rentabilité est garantie par leur pertinence économique.

Néanmoins, si certains fléchages devaient intervenir, l'AmCham met en garde quant au **besoin de clarté et de cohérence dans le choix des secteurs.**

A titre d'exemple, un amendement inscrit dans le projet de loi finances 2024 excluait le secteur financier des dépenses d'innovation éligibles au CIR alors même que la recherche financière s'appuie sur l'excellence française en mathématiques.

7. Publication de l'OCDE servant de référence méthodologique internationale pour les études statistiques dans le cadre les activités de R&D et le recueil d'information sur leur financement.

Si le CIR doit demeurer "généraliste", l'AmCham n'en soutient pas moins **le développement de dispositifs parallèles visant à soutenir l'innovation dans des secteurs prioritaires** comme le développement de l'intelligence artificielle, le secteur de l'énergie ou le recyclage.

L'enjeu de la comptabilisation du CIR pour les entreprises américaines

L'AmCham encourage les filiales françaises de groupes américains à **s'assurer de la bonne comptabilisation du CIR français** dans les comptes en norme française et lors de leur consolidation en *US Gaaps*.

Les caractéristiques des CIR français et américains sont différentes et doivent donc aboutir à une comptabilisation spécifique et adaptée.

Un mauvais traitement comptable pourrait en effet créer des désincitations à investir en France pour les groupes américains et leurs décideurs.

Conclusion

Par le biais de ces constats et recommandations, l'AmCham France souhaite mettre en avant une fois encore les irremplaçables atouts du CIR et inviter le gouvernement à renforcer son ancrage tout en améliorant son fonctionnement.

A l'heure où les pays se livrent une compétition féroce pour attirer et retenir les meilleurs talents, et alors que la France ambitionne de se maintenir en pôle position en matière de R&D, l'AmCham prône la préservation et le renforcement ciblé de ce dispositif fiscal emblématique.





Célia Besnier

Directrice Affaires publiques & Publications
celia.besnier@amchamfrance.org



77 rue de Miromesnil
75008 Paris, France



www.amchamfrance.org



+33 (0) 1 56 43 45 63